

**L'Association canadienne de protection
médicale**

États financiers consolidés

et rapport des auditeurs indépendants

31 décembre 2021



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
150, rue Elgin
Bureau 1800
Ottawa ON K2P 2P8
Canada
Téléphone 613-212-5764
Télécopieur 613-212-2896

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de l'Association canadienne de protection médicale

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de l'Association canadienne de protection médicale, qui comprennent :

- l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021
- l'état consolidé des résultats pour l'exercice clos à cette date
- l'état consolidé de l'évolution des actifs nets pour l'exercice clos à cette date
- l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date
- ainsi que les notes complémentaires et annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables

(ci-après, les « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'Association canadienne de protection médicale au 31 décembre 2021, ainsi que ses résultats d'exploitation consolidés, de l'évolution des actifs nets consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « ***Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés*** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'Association canadienne de protection médicale conformément aux règles de déontologie qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Association canadienne de protection médicale à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Association canadienne de protection médicale ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Association canadienne de protection médicale.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre,

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Association canadienne de protection médicale.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Association canadienne de protection médicale à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Toutefois, des événements ou situations futurs pourraient amener l'Association canadienne de protection médicale à cesser son exploitation.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'Association canadienne de protection médicale du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

KPMG s.n.l./s.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa (Canada)

Le 27 mai 2022

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2021, avec chiffres correspondants de 2020

(en milliers de dollars canadiens)

	2021	2020
ACTIF		
Trésorerie	22 650 \$	5 533 \$
Créances et charges payées d'avance	5 086	2 564
Placements du portefeuille (note 3)	6 299 775	5 614 742
Investissement dans Salus Global (note 4)	3 244	2 943
Créance sur la vente de placements (note 3)	91	253
Actif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (note 8)	31 911	12 832
Immobilisations (note 5)	47 189	47 975
	6 409 946 \$	5 686 842 \$
PASSIF		
Prêt à terme (note 6)	44 200 \$	46 600 \$
Créditeurs et charges à payer (note 7)	142 003	117 936
Produits constatés d'avance - cotisations reçues d'avance	2 451	2 477
Somme à payer pour les achats de placements (note 3)	378 600	49 850
Fonds retenus aux fins d'assurance (note 9)	134 105	113 706
Passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (note 8)	47 574	48 932
Provision pour réclamations en suspens (note 9)	3 996 692	3 863 755
	4 745 625	4 243 256
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis dans des immobilisations	47 189	47 975
Actifs nets non affectés	1 617 132	1 395 611
	1 664 321	1 443 586
	6 409 946 \$	5 686 842 \$

Au nom du Conseil,



Michael T. Cohen, MD
Président, Conseil de l'ACPM



Jean-Hughes Brossard, MD, CSPQ, FRCPC
1^{er} vice-président, Conseil de l'ACPM

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

État consolidé des résultats

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, avec chiffres correspondants de 2020

(en milliers de dollars canadiens)

	2021	2020
PRODUITS		
Cotisations (note 10)	503 587 \$	568 099 \$
Produits de placement nets		
Produits des placements du portefeuille (note 11)	540 906	341 382
Produits de placement à court terme	787	917
Frais liés aux placements (note 12)	(99 424)	(93 944)
Produits de placement nets	442 269	248 355
Part des capitaux propres du revenu net de Salus Global (note 4)	301	331
Gain sur la juste valeur du swap de taux d'intérêt, après revenus d'intérêts (note 6)	281	–
	946 438	816 785
CHARGES		
Charges engagées pour l'assistance aux membres		
Compensations versées aux patients	276 241	205 998
Frais de justice engagés pour la défense des membres dans les actions civiles	116 196	106 601
Frais de justice engagés pour l'assistance aux membres dans d'autres instances	91 783	86 563
Assurance (note 9)	27 067	24 606
Frais d'experts engagés pour l'assistance aux membres	14 994	16 676
Variation nette de la provision pour réclamations en suspens (note 9)	132 937	3 900
	659 218	444 344
Services aux membres et fonctionnement		
Soutien aux médecins	36 587	38 249
Soins médicaux sécuritaires	22 474	22 503
Soutien au fonctionnement et à la gouvernance	16 373	16 591
Avantages postérieurs au départ à la retraite (note 8)	11 916	8 795
Gestion de la propriété (note 14)	751	476
Intérêts nets de perte de juste valeur sur swap de taux d'intérêt (note 6)	–	3 611
Amortissement des immobilisations	3 171	2 742
	91 272	92 967
	750 490	537 311
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	195 948 \$	279 474 \$

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

État consolidé de l'évolution des actifs nets

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, avec chiffres correspondants de 2020

(en milliers de dollars canadiens)

	Investis dans des immobilisations (note 5)	Non affectés	2021
Solde d'ouverture	47 975 \$	1 395 611 \$	1 443 586 \$
Excédent des produits sur les charges	–	195 948	195 948
Réévaluations et autres éléments liés aux avantages postérieurs au départ à la retraite (note 8)	–	24 787	24 787
Amortissement des immobilisations	(3 171)	3 171	–
Acquisition d'immobilisations	2 385	(2 385)	–
Solde de clôture	47 189 \$	1 617 132 \$	1 664 321 \$

	Investis dans des immobilisations (note 5)	Non affectés	2020
Solde d'ouverture	47 697 \$	1 131 949 \$	1 179 646 \$
Excédent des produits sur les charges	–	279 474	279 474
Réévaluations et autres éléments liés aux avantages postérieurs au départ à la retraite (note 8)	–	(15 534)	(15 534)
Amortissement des immobilisations	(2 742)	2 742	–
Acquisition d'immobilisations	3 020	(3 020)	–
Solde de clôture	47 975 \$	1 395 611 \$	1 443 586 \$

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, avec chiffres correspondants de 2020

(en milliers de dollars canadiens)

	2021	2020
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	195 948 \$	279 474 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments hors trésorerie :		
Variation des gains non réalisés sur les placements	61 625	90 209
Charges de dépréciation sur les placements	20 558	30 460
Reprise de charges de dépréciation	(31 758)	(11 176)
Augmentation nette des investissements dans Salus Global	(301)	(331)
Amortissement des immobilisations	3 171	2 742
Augmentation des fonds retenus aux fins d'assurance	20 399	18 417
Charge au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite	11 916	8 795
Augmentation des créances et charges payées d'avance	(2 522)	(1 889)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	24 067	26 495
Diminution des cotisations des membres reçues d'avance	(26)	(3 955)
Financement des régimes d'avantages postérieurs à la retraite	(7 566)	(8 357)
Augmentation de la provision pour réclamations en suspens	132 937	3 900
	428 448	434 784
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Diminution de la marge de crédit	– \$	(13 450)\$
Remboursement de prêt à terme	(2 400)	(2 400)
	(2 400)	(15 850)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation de placements, montant net	(735 458)\$	(379 883)\$
Acquisition d'immobilisations	(2 385)	(3 020)
Diminution de la créance sur les ventes de placements	162	1 313
Augmentation/(diminution) de la somme à payer pour les achats de placements	328 750	(35 617)
	(408 931)	(417 207)
Variation nette de la trésorerie pour l'exercice	17 117	1 727
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	5 533	3 806
Trésorerie à la clôture de l'exercice	22 650 \$	5 533 \$

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

L'Association canadienne de protection médicale (« ACPM » ou « l'Association ») est une organisation à caractère mutuel sans but lucratif vouée à la défense des médecins et constituée en 1913 en vertu d'une loi du Parlement. Ses membres se composent de médecins qui détiennent un permis d'exercice de la médecine au Canada. L'Association est dirigée par un Conseil élu par les membres.

Les objets de l'Association sont les suivants :

- a) soutenir, maintenir et protéger l'honneur, le caractère et l'intérêt de ses membres;
- b) encourager la pratique honorable de la profession médicale;
- c) prêter son avis et son concours, défendre et aider à la défense des membres de l'Association lorsque des poursuites injustes sont intentées contre eux ou les menacent;
- d) promouvoir et appuyer toutes mesures susceptibles d'améliorer la pratique de la médecine.

La protection est accordée aux membres qui sont aux prises avec des problèmes médico-légaux, indépendamment du fait que ces problèmes peuvent être signalés ou faire l'objet d'une action en justice après l'année où l'événement est survenu. La décision d'aider un membre, ainsi que l'étendue de l'assistance, revient au Conseil de l'Association et n'est pas définie par un contrat qui en établit les conditions ou les limites.

Bien que l'Association ait adopté une politique d'établissement des cotisations afin de maintenir un fonctionnement entièrement capitalisé, politique en vertu de laquelle elle doit détenir un dollar d'actif pour chaque dollar de passif estimé après actualisation, le solde des actifs nets non affectés à un moment précis pourrait avoir une valeur autre que zéro. Chaque année, suffisamment de cotisations seront exigées des membres pour couvrir l'ensemble (y compris les produits de placement prévus) des décaissements prévus, présents et futurs, en fonction des événements survenus au cours de l'exercice visé. Dans l'éventualité où les coûts et les placements varient par rapport aux estimations établies à la date de l'établissement des cotisations, les cotisations futures seront ajustées afin de compenser toute insuffisance ou tout excédent.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec le *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, « Partie III : Normes comptables pour les organismes sans but lucratif » (la « Partie III »).

a) *Principes de consolidation*

Les états financiers consolidés comprennent les comptes et les résultats de fonctionnement de La Cour du lac Dow Inc. et de la Corporation de placements de l'ACPM, deux filiales détenues en propriété exclusive par l'Association. Tous les soldes et opérations intersociétés importants ont été éliminés à la consolidation.

b) *Comptabilisation et évaluation des instruments financiers*

L'Association évalue initialement ses actifs et ses passifs financiers à leur juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à leur juste valeur, elle apporte les ajustements nécessaires au montant des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'instrument concerné. Les achats et ventes de placements cotés en bourse sont constatés à la date de la transaction.

L'Association évalue donc tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des entreprises contrôlées conjointement, lesquels sont mesurés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation, ainsi que les placements suivants, lesquels sont mesurés à leur juste valeur : placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif; placements dans des obligations et des fonds de couverture que l'Association a décidé de mesurer à leur juste valeur; instruments financiers dérivés. Les gains et pertes réalisés sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats à la date de la transaction. Les gains et pertes non réalisés découlant des variations de la juste valeur des titres évalués par référence au marché sont également comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent la trésorerie, les placements dans des actions privées, dettes privées et actifs réels privés et les sommes à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent la marge de crédit, le prêt à terme, les créditeurs et les charges à payer.

Après l'évaluation initiale, la juste valeur des actifs financiers est déterminée de la manière suivante :

- i) La trésorerie et les placements à court terme détenus dans les placements du portefeuille sont évalués au coût, ce qui, avec les intérêts ou les escomptes courus, équivaut à la juste valeur.
- ii) Les obligations sur des marchés publics sont évaluées au prix en vigueur à la fin de l'exercice.
- iii) Les titres de participation négociés sur des marchés publics sont comptabilisés à la fin de l'exercice, au cours du marché publié par la Bourse visée.
- iv) Les fonds communs négociés sur des marchés publics compris dans les titres détenus sont évalués par référence à la valeur liquidative aux fins des opérations du plus récent exercice.
- v) Les instruments financiers dérivés, y compris les options, les contrats à terme, les swaps de taux d'intérêt et les contrats de change, sont évalués d'après les cours du marché à la fin de l'exercice, lorsqu'ils sont disponibles. Si les cours du marché ne sont pas disponibles, les valeurs sont déterminées en appliquant des modèles d'évaluation qui tiennent compte des cours actuels du marché et des prix contractuels des instruments sous-jacents, ainsi que de la valeur temporelle et de la courbe de rendement ou des facteurs de volatilité qui sous-tendent les postes.
- vi) Les fonds de couverture sont évalués à la juste valeur, qui est fonction des valeurs obtenues auprès de chacun des administrateurs de fonds.

À chaque date des états financiers, l'Association vérifie s'il existe une indication qu'un actif financier évalué au coût après amortissement pourrait subir une dépréciation. Les preuves objectives de dépréciation comprennent les données observables portées à l'attention de l'Association, y compris, mais sans s'y limiter : les difficultés financières importantes éprouvées par l'émetteur, les ruptures de contrat, les cas de faillite ou toute autre activité de restructuration financière.

Au moindre signe de dépréciation, l'Association détermine si, pendant la période visée, un changement négatif important est venu modifier l'échéancier ou le montant prévu des futurs flux de trésorerie d'actifs financiers. Si elle décèle un tel changement, elle ramène la valeur comptable de l'actif au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, le prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif financier ou la valeur de réalisation que l'Association s'attend à obtenir de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif financier. Le montant de la dépréciation est comptabilisé aux charges de dépréciation dans l'état consolidé des résultats. Ultérieurement, en cas de renversement des faits ou des circonstances, l'Association comptabilise une reprise de perte de valeur dans la mesure de l'amélioration, qui n'excède pas la valeur comptable initiale.

c) *Produits et frais liés aux placements*

Les dividendes, les intérêts et les gains et pertes réalisés à la vente d'instruments financiers sont pris en compte dans les produits des placements du portefeuille. Les produits de dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les variations de la juste valeur des placements évalués ultérieurement à leur juste valeur sont inscrites à titre de produits des placements du portefeuille. Les réductions de valeur découlant de dépréciation de valeur et de toute reprise d'actifs privés subséquente sont prises en compte dans les produits des placements du portefeuille.

Pour les placements évalués à leur juste valeur, les gains et les pertes découlant des variations des taux de change à la date d'évaluation sont pris en compte dans les produits des placements du portefeuille.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

c) *Produits et frais liés aux placements (suite)*

Les frais liés aux placements incluent les éléments suivants :

- i) les honoraires versés aux gestionnaires de placements externes pour la prestation de services de gestion de placements;
- ii) les frais de société de personnes relatifs aux placements privés;
- iii) les frais de garde;
- iv) les salaires internes et autres coûts engagés aux fins de la surveillance et de l'administration du portefeuille;
- v) les coûts de fonctionnement du Comité des placements du Conseil;
- vi) les coûts de transaction liés à l'acquisition d'instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à leur juste valeur.

Ces frais sont passés en charges pendant l'exercice où ils sont engagés, à la date de transaction.

d) *Incertitude relative à la mesure*

Pour préparer les états financiers consolidés, la direction doit faire des estimations et établir des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs ainsi que les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, de même que les montants des produits et des charges de l'exercice. En particulier, la dépréciation des placements dans des actions privées, des dettes privées ou des actifs réels privés, la provision pour réclamations en suspens et les avantages postérieurs au départ à la retraite comportent des estimations importantes. Les résultats réels peuvent différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et lorsque des ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers au cours de la période où ils sont connus.

e) *Cotisations des membres*

Les produits tirés des cotisations annuelles des membres sont comptabilisés proportionnellement tout au long de l'année de cotisation. Chaque année, le montant des cotisations est établi par le Conseil de façon estimative (y compris les produits de placement prévus) afin de couvrir le financement total des charges de l'Association, y compris les coûts prévus pour les réclamations découlant des services rendus par les membres au cours de l'exercice. De plus, les cotisations annuelles sont ajustées de temps à autre, au besoin, afin de refléter les gains ou les pertes (attribuables aux réclamations en suspens ou aux produits des placements) des exercices antérieurs. Les cotisations des membres reçues d'avance sont reportées.

f) *Devises*

Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Par la suite, les actifs et passifs monétaires font l'objet d'un ajustement pour tenir compte des taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains ou les pertes résultant de l'ajustement sont inclus dans l'état consolidé des résultats.

g) *Compensations financières versées aux patients*

Les coûts réels des compensations financières versées aux patients au nom des membres sont comptabilisés lorsqu'ils sont engagés ou lorsque la direction juge leur paiement probable. Les jugements rendus par les tribunaux avant la fin d'un exercice, qui n'ont pas été réglés au 31 décembre, sont comptabilisés dans l'année du jugement. Les règlements convenus avant la fin d'un exercice, mais impayés au 31 décembre, sont comptabilisés pendant cet exercice. Les montants comptabilisés sont établis en partie selon des évaluations et des hypothèses faites par la direction et peuvent donc faire l'objet d'une incertitude relative à la mesure. Les montants réellement payés, le cas échéant, peuvent différer des montants comptabilisés à la fin de l'exercice précédent. Tout écart est pris en compte au cours de l'exercice où il est constaté.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

h) Provision pour réclamations en suspens

Il est impossible de déterminer avec précision le montant des coûts que pourrait devoir engager l'Association par suite de litiges éventuels ou en cours contre ses membres, au nom desquels elle exerce son pouvoir discrétionnaire. Par conséquent, une évaluation des provisions pour réclamations en suspens éventuelles de l'Association comprenant les compensations financières versées aux patients, les frais de justice et les frais d'administration est préparée annuellement par les actuaires de l'Association.

Compte tenu du fait que tous les événements ayant une incidence sur le règlement final des réclamations déclarées n'ont pas eu lieu et qu'ils peuvent ne pas se produire avant quelque temps, cette évaluation peut varier, et la variation peut être importante à court terme. De plus, il est probable qu'un nombre important d'événements ayant déjà eu lieu sans avoir encore été reliés au membre concerné ni été signalés à l'Association puissent donner lieu à des réclamations pour lesquelles l'Association pourra choisir de fournir son appui. La variabilité de l'évaluation peut être causée par la différence entre la situation réelle qui se dessine et les hypothèses utilisées par les actuaires dans leurs modèles prévisionnels. Les gains ou pertes actuariels sont pris en compte au cours de l'exercice où ils sont déterminés. Les montants estimatifs recouvrables auprès des compagnies d'assurance sont calculés et comptabilisés dans la provision pour réclamations en suspens à titre de réduction du passif prévu.

La provision pour réclamations en suspens a été déterminée après actualisation. Conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, l'évaluation de la provision pour réclamations en suspens de l'Association comprend une provision pour écarts défavorables, ce qui procure un coussin de sécurité dans l'éventualité où les résultats réels différeraient des hypothèses utilisées dans l'évaluation actuarielle. Toute réduction de la volatilité attribuable à l'existence d'un contrat d'assurance est comptabilisée dans la provision pour écarts défavorables.

i) Primes d'assurance

Les contrats d'assurance conclus par l'Association peuvent comprendre deux volets : une prime de dépôt et une prime de retenue de fonds. Les primes de dépôt sont passées en charge dès l'entrée en vigueur du contrat d'assurance et comprennent les taxes et les frais de courtage. Les primes de retenue de fonds sont retenues par l'Association et créditées avec intérêt aux taux déterminés en vertu du contrat. Les montants recouverts en vertu d'une police d'assurance seront d'abord payés à même les fonds détenus jusqu'à ce que ces fonds soient épuisés, puis par les compagnies d'assurance. Les primes de retenue de fonds sont passées en charge dès l'entrée en vigueur du contrat. Les intérêts sur les soldes des fonds détenus dans le compte sont imputés aux dépenses d'assurance annuellement.

j) Avantages postérieurs au départ à la retraite

Les avantages postérieurs au départ à la retraite sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice; les obligations établies par calculs actuariels au titre des régimes et les coûts connexes sont présentés, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite et autres avantages de retraite est établi par calculs actuariels à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et des hypothèses les plus probables, tel qu'il est décrit à la note 8. L'évaluation actuarielle de l'obligation au titre des prestations constituées a été calculée en se fondant sur une évaluation préparée à des fins comptables.

Le coût actuel des prestations de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite est passé en charge dans la période durant laquelle les services ont été rendus.

Les réévaluations et autres éléments comprennent l'écart agrégé entre le rendement réel des actifs des régimes et le rendement calculé en appliquant le taux d'actualisation; les gains et pertes actuariels; l'incidence de toute provision pour moins-value dans le cas des actifs nets à prestations déterminées; le coût des services passés; et les gains et pertes découlant de règlements ou de compressions. Les réévaluations sont constatées directement dans les actifs nets.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

k) Immobilisations

Les coûts d'immobilisations sont capitalisés répondant aux critères de comptabilisation d'une immobilisation; autrement, les coûts sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Le coût d'une immobilisation comprend son prix d'achat et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif à son utilisation prévue. L'amortissement se calcule selon la méthode linéaire en fonction des éléments suivants :

Bâtiments	de 5 à 50 ans
Améliorations apportées aux bâtiments	de 2 à 12 ans
Mobilier et matériel	10 ans
Matériel informatique et logiciels	de 3 à 8 ans
Frais de location reportés	durée des baux

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation dans tous les cas où des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Dans ce cas, la recouvrabilité des actifs détenus et utilisés est évaluée au moyen d'un test de la juste valeur marchande estimative de l'actif. Si la valeur comptable d'un actif excède sa juste valeur marchande estimative, une charge au titre de la dépréciation de l'actif correspondant à la différence entre la valeur comptable de l'actif et sa juste valeur est constatée.

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE

Le sommaire des placements du portefeuille se présente comme suit :

	2021		2020	
	Valeur comptable		Valeur comptable	
<i>Comptabilisés à la juste valeur</i>				
Trésorerie et placements à court terme	172 024 \$	2,7 %	267 264 \$	4,8 %
Instruments dérivés	66 953	1,0 %	46 137	0,8 %
Produits des placements à recevoir	11 361	0,2 %	10 676	0,2 %
Revenu fixe	2 383 724	37,8 %	2 292 119	40,8 %
Actions	577 345	9,2 %	519 243	9,2 %
Fonds de couverture	1 030 784	16,4 %	1 023 513	18,2 %
	4 242 191 \$	67,3 %	4 158 952	74,0 %
<i>Comptabilisés au coût après amortissement</i>				
Actions privées	768 571	12,2 %	502 679	9,0 %
Dettes privées	791 446	12,6 %	644 455	11,5 %
Actifs réels privés	497 567	7,9 %	308 656	5,5 %
	2 057 584	32,7 %	1 455 790	26,0 %
	6 299 775 \$	100,0 %	5 614 742 \$	100,0%

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

Les placements du portefeuille net se présentent comme suit :

	2021	2020
	Valeur comptable	Valeur comptable
Actif au titre des placements	6 299 775 \$	5 614 742 \$
Créance sur les ventes de placements	91	253
<i>Passifs et créditeurs liés à des placements</i>		
Titres vendus en vertu d'un accord de rachat ¹	(376 252)	(48 988)
Somme à payer pour achats de placements	(2 348)	(862)
Placements du portefeuille net	5 921 266 \$	5 565 145 \$

¹Obligation de racheter des titres convertis en contrats à terme sur obligations à la fin du contrat si le poste est liquidé.

L'estimation par la direction de la juste valeur des actions privées, des dettes privées et des actifs réels privés fondée sur les dernières informations disponibles signalées pour ces investissements est la suivante :

	2021	2020
	Juste valeur	Juste valeur
Actions privées	1 127 056 \$	694 854 \$
Dettes privées	886 016	697 798
Actifs réels privés	644 906	408 762
Placements du portefeuille net	2 657 978 \$	1 801 414 \$

Les pertes liées à la dépréciation des placements comptabilisés en 2021 en ce qui a trait aux actions, aux dettes et aux actifs réels privés s'élevaient à 20,6 millions \$ (30,5 millions \$ en 2020). L'Association a repris des dépréciations totalisant 31,8 millions \$ en 2021 (11,2 millions \$ en 2020). Des placements assortis de réserves pour dépréciation totalisant 9,1 millions \$ (11,9 millions \$ en 2020) ont été vendus pendant l'année, ce qui a permis de débloquer la réserve.

La valeur comptable des placements du portefeuille de l'Association qui ont subi une dépréciation et le montant des provisions pour dépréciation connexes se résument comment suit :

	2021			2020		
	Coût initial	Cumul des dépréciations	Valeur comptable	Coût initial	Cumul des dépréciations	Valeur comptable
Actions privées	112 447 \$	41 003 \$	71 444 \$	107 972 \$	29 920 \$	78 052 \$
Dettes privées	70 615	21 235	49 380	80 411	27 269	53 142
Actifs réels privés	55 189	26 330	28 859	91 507	51 696	39 811
	238 251 \$	88 568 \$	149 683 \$	279 890 \$	108 885 \$	171 005 \$

Gestion des risques

L'Association suit une stratégie de répartition de l'actif diversifiée conçue pour générer les rendements de placement requis à un niveau de risque acceptable. Les placements du portefeuille de l'Association sont notamment exposés aux risques suivants :

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

a) *Risque de marché*

Le risque de marché s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'instruments financiers varient en raison de la fluctuation des cours. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt, le risque de change et autre risque de prix.

i) Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs liés aux instruments fluctue en raison de variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition de l'Association au risque de taux d'intérêt découle de ses actifs porteurs d'intérêts, du prêt à terme, des swaps de taux d'intérêt et de la marge de crédit. La trésorerie de l'Association comprend les montants en dépôt auprès d'institutions financières qui rapportent des intérêts au taux du marché.

Le portefeuille des placements à revenu fixe de l'Association est sujet à des directives sur la concentration, la durée et la distribution qui sont conçues pour atténuer partiellement les risques de volatilité des taux d'intérêt.

Les placements en instruments à taux fixe de l'Association se composent d'instruments financiers dont le taux d'intérêt est fixe ou variable. Au 31 décembre, leurs valeurs s'établissaient comme suit :

	2021	2020
Taux fixe	2 383 079 \$	2 286 150 \$
Taux variable	645	5 969
	2 383 724 \$	2 292 119 \$

Les échéances et les rendements à l'échéance des instruments financiers porteurs d'intérêts s'établissent comme suit :

	2021				
	Échéances				
	(en milliers de dollars)				
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Instruments financiers porteurs d'intérêts	1 119 172 \$	620 211 \$	267 820 \$	376 521 \$	2 383 724 \$

	2020				
	Échéances				
	(en milliers de dollars)				
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Instruments financiers porteurs d'intérêts	741 427 \$	659 089 \$	523 780 \$	367 823 \$	2 292 119 \$

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

	2021		2020	
	Rendement à l'échéance		Rendement à l'échéance	
Titres fédéraux	512 113 \$	1,17 %	441 523 \$	0,55 %
Titres provinciaux	777 258	2,05 %	810 056	1,39 %
Titres de sociétés	380 074	3,27 %	374 860	2,62 %
Fonds communs	714 279	3,27 %	665 680	2,54 %
Total	2 383 724 \$	2,42 %	2 292 119	1,76 %

- ii) Le risque de change correspond au risque que la valeur comptable des instruments financiers, libellés en monnaie étrangère ou en flux de trésorerie futurs liés à ces instruments, fluctue par rapport au dollar canadien en raison des variations des taux de change. Les fluctuations de la valeur relative des devises par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence positive ou négative sur la juste valeur des placements.

Le tableau qui suit résume les placements détenus directement par l'ACPM et les placements sous-jacents investis dans des fonds communs, selon le risque de change, l'incidence de la couverture de change et l'exposition au risque de change net.

2021				
	Risque de change	Couverture de change nette	Risque de change net	% du total
Dollar américain	3 718 925 \$	(817 836) \$	2 901 089 \$	78 %
Euro	775 234	(118 556)	656 678	18 %
Livre sterling	48 278	(22 514)	25 764	1 %
Autres devises	125 406	–	125 406	3 %
Total	4 667 843 \$	(958 906) \$	3 708 937 \$	100 %

2020				
	Risque de change	Couverture de change nette	Risque de change net	% du total
Dollar américain	2 994 052 \$	(1 066 662) \$	1 927 390 \$	79 %
Euro	461 790	(89 818)	371 972	14 %
Livre sterling	42 870	(19 857)	23 013	1 %
Autres devises	149 385	(367)	149 018	6 %
Total	3 648 097 \$	(1 176 704) \$	2 471 393 \$	100 %

- iii) L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison de la fluctuation des cours (autre que celle découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change). Afin de réduire les effets de l'autre risque de prix, l'Association investit dans un portefeuille diversifié de placements conforme à la répartition d'actif et aux restrictions en matière de placement approuvées par le Conseil.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

b) Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur provient des variations de l'actif sous-jacent, de l'indice des prix ou des taux, du taux d'intérêt ou du taux de change. Les contrats d'instruments dérivés sont conclus sur le marché hors cote ou sur des marchés boursiers réglementés.

L'objectif de placement de l'Association en ce qui a trait à l'utilisation d'instruments dérivés est d'améliorer le rendement des titres de capitaux propres et à revenu fixe, et de gérer le risque financier. L'Association utilise les instruments financiers dérivés suivants :

i) Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme représentent des accords entre deux parties qui conviennent d'échanger des devises à une date ultérieure. Ils sont utilisés par l'Association pour couvrir le risque de change lié à certains placements libellés en devises. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sont inclus dans les produits selon l'évaluation au prix du marché.

Le notionnel des contrats de change à terme représente le montant contractuel auquel s'applique un taux de change pour le calcul de la trésorerie à payer ou à recevoir. Le notionnel sert de base à la détermination du rendement et de la juste valeur des contrats. Tous les contrats arrivent à échéance d'ici un an.

ii) Contrats à terme sur obligations

Les contrats à terme sur obligations représentent des accords entre deux parties qui conviennent d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'instruments financiers sensibles aux variations des taux d'intérêt à un prix prédéterminé à une date ultérieure. Ils sont utilisés par l'Association pour ajuster les expositions d'actifs déterminés sans devoir acheter ou vendre directement l'actif sous-jacent. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sont inclus dans les produits selon l'évaluation au prix du marché.

Le notionnel des contrats à terme sur obligations représente le montant contractuel auquel s'applique un taux de change pour le calcul de la trésorerie à payer ou à recevoir. Le notionnel sert de base à la détermination du rendement et de la juste valeur des contrats. Tous les contrats arrivent à échéance d'ici un an.

iii) Swaps sur rendement total

Les swaps sur rendement total représentent des accords entre deux contreparties qui conviennent de payer ou de recevoir le rendement total (gains ou pertes réalisés) d'un actif de référence déterminé à une date déterminée. L'actif de référence des swaps sur rendement total de l'Association est constitué de divers indices boursiers. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sont inclus dans les produits selon l'évaluation au prix du marché.

Le notionnel des swaps sur rendement total représente le montant contractuel auquel s'applique le taux de rendement total pour le calcul de la trésorerie à payer ou à recevoir. Le notionnel sert de base à la détermination du rendement et de la juste valeur des swaps. Tous les contrats arrivent à échéance d'ici un an.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

Le notionnel et la juste valeur des contrats de change à terme au 31 décembre s'établissent comme suit :

2021	Montant notionnel	Actifs à la juste valeur	Passifs à la juste valeur	Juste valeur nette
Contrats de change à terme	958 906 \$	7 065 \$	(283) \$	6 782 \$
Contrats à terme sur obligations	376 252	3 257	(560)	2 697
Swaps sur rendement total	1 410 801	57 474	–	57 474
	2 745 959 \$	67 796 \$	(843) \$	66 953 \$

2020	Montant notionnel	Actifs à la juste valeur	Passifs à la juste valeur	Juste valeur nette
Contrats de change à terme	1 176 704 \$	4 730 \$	(2 250) \$	2 480 \$
Contrats à terme sur obligations	48 988	479	(748)	(269)
Swaps sur rendement total	1 252 426	43 926	–	43 926
	2 478 118 \$	49 135 \$	(2 998) \$	46 137 \$

c) *Risque de crédit*

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'un émetteur d'obligations ou la contrepartie manque à ses obligations contractuelles envers l'Association. L'Association est exposée au risque de crédit en raison de ses placements à court terme, de ses actifs à revenu fixe et de ses contrats à terme.

L'Association limite son exposition au risque de crédit en traitant avec des contreparties possédant une cote de solvabilité supérieure, en obtenant des garanties supplémentaires au besoin, en diversifiant ses placements et en assurant et surveillant la conformité aux lignes directrices applicables au portefeuille. Pour les titres d'emprunt émis par des municipalités, des gouvernements provinciaux ou des sociétés, l'Association a établi des principes de placement prévoyant des restrictions au degré d'exposition à chaque entité.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

c) *Risque de crédit (suite)*

Au 31 décembre, les placements à revenu fixe étaient assortis comme suit :

Obligations	2021	%	2020	%
AAA	723 148 \$	30,3	480 957 \$	21,0
AA	617 032	25,9	828 596	36,2
A	159 076	6,7	163 281	7,1
BBB	265 132	11,1	300 143	13,1
BB	183 185	7,7	210 074	9,2
B	373 150	15,7	281 382	12,3
CCC	54 608	2,3	21 365	0,9
CC	289	—	—	—
Non cotées	8 104	0,3	6 321	0,2
	2 383 724 \$	100,0	2 292 119 \$	100,0

d) *Prêt de titres*

L'Association participe à un programme de prêts de titres par l'intermédiaire de la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon et de la Banque CIBC (l'agent prêteur). Dans le cadre de ce programme, l'Association prête des titres dont elle a la possession à des emprunteurs approuvés par l'agent prêteur. Ces prêts peuvent être garantis au moyen de titres ou de garanties sous forme de trésorerie. L'Association est exposée à différents risques dans le cadre de ce programme, dont la défaillance de l'emprunteur et le risque de réinvestissement.

- i) L'emprunteur manque à ses obligations s'il omet de rendre les titres empruntés. Le risque de défaillance de l'emprunteur est atténué par des engagements d'indemnisation solidaires fournis par CIBC Mellon, la Banque CIBC et Bank of New York Mellon. Le risque de défaillance de l'emprunteur est également réduit par l'exigence que les emprunteurs fournissent une garantie dont la valeur marchande totale dépasse la valeur marchande totale des titres prêtés. En 2021, la valeur marchande totale des prêts de titres s'élevait à 254,4 millions \$ (119,4 millions \$ en 2020) et la valeur des garanties en trésorerie, toutes détenues dans le compte de garanties de l'agent prêteur, à 272,1 millions \$ (125,2 millions \$ en 2020).
- ii) Il y a risque de réinvestissement si l'intérêt gagné sur tout montant de garantie en trésorerie ne suffit pas à couvrir l'intérêt crédité à l'emprunteur. Le risque de réinvestissement est atténué par la durée relativement courte du placement de la garantie et de la courte durée des prêts, dont la majorité est conclue suivant des modalités ouvertes et valables pour un jour.

e) *Risque lié aux placements*

Le risque maximal lié aux placements auquel est exposée l'Association correspond à la valeur comptable des placements. La diversification constitue la mesure la plus importante pour contrôler le risque lié aux placements.

Les objectifs en matière de composition et de diversification du portefeuille sont les suivants :

Actions	45 % (10 % d'actions de sociétés ouvertes, 20 % d'actions de sociétés ouvertes à faible volatilité, 15 % d'actions de sociétés fermées)
Titres à revenu fixe	20 %
Crédits	25 % (10 % en prêts publics, 15 % en dette privée)
Placements immobiliers	10 %

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

f) *Risque de concentration*

Il y a concentration du risque lorsqu'une partie importante du portefeuille est constituée de placements dans des titres qui présentent des caractéristiques semblables ou qui sont sensibles à des facteurs similaires d'ordre économique, politique ou autre. La direction est d'avis que les concentrations suivantes ne constituent pas un risque excessif :

	2021	2020
Trésorerie et placements à court terme	2,7 %	4,8 %
Instruments dérivés	1,0 %	0,8 %
Produits des placements à recevoir	0,2 %	0,2 %
Sociétés	9,1 %	11,1 %
Gouvernement	8,1 %	7,9 %
Provinces	12,4 %	14,4 %
Revenu fixe canadien	29,6 %	33,4 %
Fonds à revenu fixe universel	8,2 %	7,4 %
Biens de consommation discrétionnaires	1,1 %	1,1 %
Biens de consommation de base	0,4 %	0,5 %
Énergie	0,6 %	0,5 %
Services financiers	0,9 %	0,7 %
Santé	1,0 %	1,1 %
Biens industriels	1,3 %	1,0 %
Technologies de l'information	2,1 %	1,9 %
Matières	0,8 %	0,9 %
Immobilier	0,5 %	0,3 %
Services de télécommunications	0,3 %	0,4 %
Services publics	0,2 %	0,2 %
Autres	0,0 %	0,6 %
Actions	9,2 %	9,2 %
Biens de consommation discrétionnaires	1,9 %	1,8 %
Biens de consommation de base	1,3 %	0,9 %
Énergie	1,9 %	2,2 %
Services financiers	6,0 %	2,7 %
Santé	2,7 %	1,6 %
Biens industriels	5,7 %	3,6 %
Technologies de l'information	3,6 %	1,6 %
Matières	0,4 %	0,5 %
Immobilier	5,4 %	5,5 %
Services de télécommunications	1,3 %	0,9 %
Services publics	1,4 %	2,0 %
Autres	1,1 %	2,7 %
Placements privés	32,7 %	26,0 %
Fonds de couverture	16,4 %	18,2 %
Total des fonds	100,0 %	100,0 %

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE (SUITE)

g) Engagements dans des actifs privés

L'Association a établi une pondération cible à long terme de 40 % pour les actifs privés, qui comprennent des actions, des dettes et des placements dans des actifs réels. Elle investit dans ces actifs par l'entremise de partenariats privés et de placements privés. Conformément aux ententes établies, des tranches de ce montant sont utilisées à mesure qu'elles sont requises pour les placements. Au 31 décembre 2021, l'Association avait des engagements résiduels d'un montant de 1 790,3 millions \$ (1 478,9 millions \$ en 2020).

4. INVESTISSEMENT DANS SALUS GLOBAL

En 2018, l'Association a versé la somme de 2,5 millions \$ pour faire l'acquisition de 33,3 % des capitaux propres de Salus Global, une société contrôlée conjointement. L'investissement dans Salus est comptabilisé selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation, au prorata des parts détenues par l'Association dans Salus Global de la manière suivante :

Bilan au 31 décembre

	2021	2020
Total de l'actif	3 536 \$	3 140 \$
Total du passif	1 627	1 532
Avoir des actionnaires	1 909	1 608
	3 536	3 140

États des résultats et déficits Exercice clos le 31 décembre

	2021	2020
Total des produits	2 107 \$	2 029 \$
Total des charges	(1 806)	(1 698)
Revenu net	301	331

État des flux de trésorerie Exercice clos le 31 décembre

	2021	2020
Rentrées (sorties de fonds) :		
Activités d'exploitation	462 \$	934 \$
Activités d'investissement	(598)	(1 030)
Diminution de l'encaisse	(136)	(96)

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

4. INVESTISSEMENT DANS SALUS GLOBAL (SUITE)

	2021	2020
Solde d'ouverture	2 943 \$	2 612 \$
Part des capitaux propres du revenu net	301	331
Solde de clôture	3 244	2 943

5. IMMOBILISATIONS

	2021			2020		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	7 611 \$	– \$	7 611 \$	7 611 \$	– \$	7 611 \$
Bâtiments	62 352	29 375	32 977	62 263	28 019	34 244
Mobilier et matériel	1 110	1 051	59	1 167	1 082	85
Logiciels	391	287	104	391	245	146
Matériel informatique	1 255	916	339	1 180	739	441
Améliorations apportées aux bâtiments	11 914	7 445	4 469	10 956	6 140	4 816
Frais de location reportés	4 048	2 418	1 630	2 966	2 334	632
	88 681 \$	41 492 \$	47 189 \$	86 534 \$	38 559 \$	47 975 \$

Durant l'exercice, des immobilisations entièrement amorties dont le coût et l'amortissement cumulé s'élevaient à 0,2 million \$ ont été éliminées du bilan (0,4 million \$ en 2020).

6. FINANCEMENT

a) Marge de crédit - ACPM

Afin de mieux gérer ses besoins à court terme, l'Association a maintenu au cours de l'exercice une marge de crédit pouvant atteindre 40 millions \$. La marge de crédit est payable sur demande et porte intérêt au taux préférentiel de la banque. Cette facilité est garantie par un contrat de sûreté générale sur tous les actifs de l'Association. Au 31 décembre 2021, aucun montant (zéro \$) n'a été tiré de la marge de crédit (zéro \$ en 2020). Les frais d'intérêt enregistrés au titre de la marge de crédit totalisent 69 500 \$ (179 900 \$ en 2020).

b) Prêt à terme

En mai 2015, la filiale Dow's Lake Court de l'Association a signé une convention de prêt à terme de 60 millions \$ avec une institution financière. La garantie visant le prêt à terme se compose de biens immobiliers dont dispose la filiale et d'une garantie de 25 millions \$ de l'Association. Le prêt à terme est remboursable sur demande, il est renouvelable à échéance d'un an et il est calculé sur une période d'amortissement de 25 ans. Les versements de capital s'élèvent à 0,2 million \$ par mois et l'intérêt comprend une composante variable (acceptation bancaire + 0,8 %) et une commission d'acceptation de 0,6 %. Les frais d'intérêt relatifs au prêt à terme et le swap de taux d'intérêt totalisent 1,2 million \$ (1,3 million \$ en 2020).

La direction ne croit pas que le volet demande du prêt à terme sera appliqué pendant la période en cours. À la fin de l'exercice, le solde du capital à rembourser était de 44,2 millions \$ (46,6 millions en 2020) et les intérêts payés d'avance étaient de 17 600 \$ (17 800 \$ en 2020).

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

6. FINANCEMENT (SUITE)

c) Swap de taux d'intérêt

En 2015, la filiale Dow's Lake Court de l'Association a signé une entente de swap de taux d'intérêt de 60 millions \$ afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt de son prêt à terme. Le tableau suivant indique les changements apportés à l'accord de swap de taux d'intérêt initial depuis son entrée en vigueur :

Date de l'accord	Valeur notionnelle	Taux d'intérêt	Date d'échéance
12 mai 2015	60 000 000 \$	2,36 %	12 mai 2020
15 nov. 2019	49 200 000 \$	2,64 %	15 nov. 2024
15 sept. 2021	44 800 000 \$	2,56 %	15 sept. 2026

Dans la plus récente modification de l'accord de swap de taux d'intérêt, la filiale de l'Association a conclu un accord d'option de swap en vertu duquel le swap de taux d'intérêt comprend une option de résiliation anticipée selon laquelle le swap peut être résilié au choix de la contrepartie à compter du 15 novembre 2024.

À la fin de l'exercice, la valeur notionnelle du swap de taux d'intérêt s'établissait à 44,2 millions \$ (46,6 millions \$ en 2020) et la juste valeur atteignait (0,7) million \$ ((2,2) millions \$ en 2020), d'où un gain non réalisé sur swap de taux d'intérêt correspondant à 1,5 million \$ (perte de 2,2 millions \$ en 2020).

7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

L'information concernant les créditeurs et charges à payer de l'Association au 31 décembre se présente comme suit :

	2021	2020
Créditeurs	28 357 \$	37 384 \$
Charges à payer	113 373	80 340
Remises gouvernementales	273	212
	142 003 \$	117 936 \$

8. AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE

L'Association offre un certain nombre de régimes à prestations déterminées à ses employés; ces régimes assurent des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite en matière d'assurance-maladie et de soins dentaires. Le régime de retraite agréé est financé au moyen de cotisations payées conjointement par l'employé et l'employeur, et les prestations versées sont prélevées sur les fonds détenus en fiducie par ce régime de retraite. Le régime de retraite non agréé est financé par une combinaison des cotisations de l'employé et de l'employeur, et les prestations sont versées à même les flux de trésorerie de fonctionnement. L'autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite n'est pas capitalisé et les prestations sont versées à même les flux de trésorerie liés au fonctionnement.

La dernière évaluation actuarielle des régimes de retraite aux fins de financement a été effectuée le 1^{er} janvier 2020. La dernière évaluation actuarielle des régimes de retraite aux fins de la comptabilité a été effectuée le 31 décembre 2021.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8. AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE (SUITE)

Les composantes de l'actif/(passif) au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite se présentent comme suit :

	2021			2020			Total
	Régime de retraite agréé	Régime de retraite non agréé	Autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite	Régime de retraite agréé	Régime de retraite non agréé	Autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite	
Juste valeur des actifs des régimes	230 934 \$	7 696 \$	– \$	212 664 \$	8 141 \$	– \$	220 805 \$
Obligations au titre des prestations constituées	(199 023)	(45 806)	(9 464)	(199 832)	(47 479)	(9 594)	(256 905)
Situation de capitalisation - surplus (déficit)	31 911 \$	(38 110) \$	(9 464) \$	12 832 \$	(39 338) \$	(9 594) \$	(36 100) \$

Les dépenses associées aux régimes de retraite, les réévaluations et les autres éléments constatés dans l'état consolidé des résultats et l'état consolidé de l'évolution des actifs nets se présentent comme suit :

Dépenses associées aux régimes de retraite

	2021			2020		
	Régimes de retraite	Autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite	Total	Régimes de retraite	Autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite	Total
Coût des services actuels (partie de l'employeur)	10 525 \$	453 \$	10 978 \$	7 732 \$	357 \$	8 089 \$
Coûts de financement	689	249	938	446	260	706
Coût net périodique des prestations de retraite	11 214 \$	702 \$	11 916 \$	8 178 \$	617 \$	8 795 \$

Réévaluations et autres éléments

	2021			2020		
	Régimes de retraite	Autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite	Total	Régimes de retraite	Autre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite	Total
Rendement des actifs des régimes excluant l'intérêt	(7 860) \$	– \$	(7 860) \$	(12 694) \$	– \$	(12 694) \$
Perte (gain) actuariel sur les obligations	(16 285)	(642)	(16 927)	27 458	770	28 228
Réévaluations et autres éléments	(24 145) \$	(642) \$	(24 787) \$	14 764 \$	770 \$	15 534 \$

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8. AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE (SUITE)

Les actifs des régimes comprennent les catégories d'actifs suivantes :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	(répartition des actifs)	
Trésorerie	0,4 %	0,4 %
Revenu fixe canadien (obligations)	62,4 %	61,6 %
Titres de participation canadiens	19,2 %	19,9 %
Actions mondiales	15,0 %	14,7 %
Autres	3,0 %	3,4 %
	<u>100,0 %</u>	<u>100,0 %</u>

Les hypothèses actuarielles importantes retenues pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées de l'Association et charges sociales sont les suivantes :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Régimes de retraite		
Taux d'actualisation des obligations au titre des prestations constituées	3,00 %	2,60 %
Taux d'actualisation des charges des régimes	2,60 %	3,20 %
Inflation générale	2,00 %	2,00 %
Taux de croissance de la rémunération	2,50 %	2,50 %
Taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes	2,60 %	3,20 %
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite		
Taux d'actualisation des obligations au titre des prestations constituées	3,00 %	2,60 %
Taux d'actualisation des charges des régimes	2,60 %	3,10 %
Inflation générale	2,00 %	2,00 %
Taux tendanciels du coût des soins de santé	0,73 %	0,73 %
Âge de la retraite	65 ans	65 ans
Cessation d'emploi	Données liées à l'âge	Données liées à l'âge
Tables de mortalité	CPM (secteur public)	CPM (secteur public)

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8. AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE (SUITE)

Les informations supplémentaires concernant les autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite déterminées de l'Association pour l'exercice sont les suivantes :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Régimes de retraite		
Charge associée aux régimes	11 214 \$	8 175 \$
Réévaluations et autres éléments liés aux avantages postérieurs au départ à la retraite	(24 145)	14 763
Cotisations patronales		
Normales	7 376	8 186
Cotisations salariales		
Normales	3 691	2 962
Pour services antérieurs	58	39
Transferts de la composante flexible	755	695
Prestations versées		
Pensionnés	6 093	5 587
Transferts forfaitaires	1 322	2 038
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite		
Charge associée au régime	702	618
Prestations versées	191	171
Composante flexible	474	565

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9. PROVISION POUR RÉCLAMATIONS EN SUSPENS

Au 31 décembre, la provision pour réclamations en suspens, calculée par les actuaires de l'Association selon les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, s'établissait comme suit :

	2021		2020	
Total du passif actualisé	3 336 084	\$	3 239 151	\$
<u>Provision pour écarts défavorables</u>				
Montant brut, avant la prise en considération des assurances	698 573		669 331	
Réduction de la volatilité attribuable aux contrats d'assurance	(37 965)		(44 727)	
Provision nette pour écarts défavorables	660 608		624 604	
<u>Total du passif actualisé et de la provision pour écarts défavorables</u>				
Montant brut, avant la prise en considération des assurances	4 034 657		3 908 482	
Réduction de la volatilité attribuable aux contrats d'assurance	(37 965)		(44 727)	
Total du passif actualisé et de la provision pour écarts défavorables	3 996 692	\$	3 863 755	\$

Les passifs ont été actualisés au taux de 5,0 % (5,0 % en 2020). La provision pour écarts défavorables pour 2021 comporte une marge de 175 points de base dans le cas du taux d'actualisation et une marge de 2,5 % à 15 % pour l'évolution de toutes les composantes des coûts. La seule exception se trouve dans la composante « Compensations versées aux patients » relative à la région de l'Ontario, pour laquelle un pourcentage maximal de 20 % (pour tenir compte de la plus grande volatilité) s'applique aux variables d'évolution des réclamations. Pour ce qui est de la composante « Coût des compensations versées aux patients », la provision nette pour écarts défavorables pour l'évolution des composantes tient compte de l'incidence des contrats d'assurance sur les estimations des compensations versées aux patients. Bien qu'il n'existe pas de marché actif pour la négociation de ces passifs, leur valeur actualisée, incluant la provision pour écarts défavorables, est considérée comme un indicateur de la juste valeur.

Le taux d'actualisation utilisé pour estimer la valeur actuelle de la provision pour réclamations en suspens a une incidence importante sur ladite provision à la fin de l'exercice. Une baisse de cent points de base du taux d'actualisation se traduirait par une hausse importante de la provision d'environ 254 millions \$, alors qu'à l'inverse, une hausse de cent points de base se traduirait par une baisse marquée de la provision d'environ 227 millions \$.

Dans l'évaluation de la provision pour réclamations en suspens, on trouve une estimation inhérente des paiements requis pour régler toutes les réclamations découlant d'événements médico-légaux qui se sont produits avant la fin de l'exercice. Une hausse ou une baisse de 10 % de l'estimation des paiements totaux requis pour régler toutes les réclamations aurait eu pour effet de faire augmenter ou diminuer la provision d'environ 413 millions \$, en tenant compte de toutes les autres variables constantes.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9. PROVISION POUR RÉCLAMATIONS EN SUSPENS (SUITE)

Au cours de l'année, la provision pour réclamations en suspens a évolué comme suit :

	2021	2020
Paiement de réclamations relatives à des événements survenus au cours d'exercices précédents	(448 735)\$	(412 590)\$
Réévaluation de la provision pour réclamations en suspens relative à des événements survenus au cours d'exercices précédents	79 794	(138 097)
Évolution de la provision pour réclamations en suspens relative à des événements survenus au cours de l'exercice écoulé	539 843	599 314
Réduction de la volatilité attribuable aux contrats d'assurance	(37 965)	(44 727)
Augmentation/(diminution) au cours de l'exercice	132 937	3 900
Provision pour réclamations en suspens au début de l'exercice	3 863 755	3 859 855
Provision pour réclamations en suspens, montant brut avant la prise en considération des assurances	4 034 657	3 908 482
Provision pour réclamations en suspens à la fin de l'exercice, déduction faite des assurances	3 996 692 \$	3 863 755 \$

Programme d'assurance

En 2016, et dans le but de réduire la volatilité inhérente à la composante « Compensations versées aux patients » de la provision pour réclamations en suspens, l'Association a mis en place un programme d'assurance pour s'attaquer à la question des compensations versées aux patients dans les cas antérieurs au 31 décembre 2015, sous réserve des limites de la police d'assurance. Chaque année depuis 2016, l'Association a acheté des polices d'assurance pour couvrir la compensation versée aux patients en raison d'événements survenus lors des années civiles 2016 à 2021, sous réserve des limites desdites polices.

Les primes versées pour l'acquisition de ces polices d'assurance s'élèvent à 27,1 millions \$ (24,6 millions \$ en 2020) et comprennent une prime de dépôt de 6,7 millions \$ (6,2 millions \$ en 2020) et une retenue de fonds de 20,4 millions \$ (18,4 millions \$ en 2020). La prime liée à la retenue de fonds augmentera au taux d'intérêt de 5,5 % par année jusqu'à ce que la réception des montants à recevoir au titre des polices d'assurance puisse avoir lieu comme prévu.

Le solde de la retenue de fonds au titre de la commutation des polices d'assurance pour les années de survenance 2016 à 2021 sera partagé à parts égales avec les assureurs. Au 31 décembre 2021, la somme de 134,1 millions \$ (113,7 millions \$ en 2020) est incluse dans les fonds retenus aux fins d'assurance de l'état consolidé de la situation financière. Si l'on se fie aux modalités des polices d'assurance souscrites pour les années de survenance 2016 à 2021, l'Association pourrait bénéficier d'une réduction allant jusqu'à 45,9 millions \$ de la retenue de fonds au titre de la commutation des polices d'assurance.

L'acquisition de ces polices d'assurance pose un risque de crédit pour l'Association. Le risque de crédit représente le risque que l'assureur manque à ses obligations en vertu des polices d'assurance acquises. L'Association limite son exposition au risque de crédit en traitant avec des compagnies d'assurance possédant une cote A+ ou A de l'agence AM Best. AM Best accorde uniquement une telle cote aux compagnies qui, à son avis, présentent une capacité hors-norme (excellente à supérieure) de s'acquitter de leurs obligations permanentes en matière d'assurance.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9. PROVISION POUR RÉCLAMATIONS EN SUSPENS (SUITE)

La distribution des cotes et des assureurs se présentait comme suit :

Cote AM Best	2021		2020	
	Nombre d'assureurs	Passif éventuel maximal de l'assureur	Nombre d'assureurs	Passif éventuel maximal de l'assureur
A+ Supérieure	4	449 500 \$	4	412 000 \$
A Excellente	6	493 500 \$	6	441 000 \$
		943 000 \$		853 000 \$

10. COTISATIONS

L'Association a adopté des politiques d'établissement des cotisations afin de s'assurer que ses activités sont entièrement capitalisées et de prélever suffisamment de cotisations annuelles auprès des membres pour couvrir les passifs qu'elle prévoit engager au cours du même exercice. L'Association a recours à des hypothèses et à des calculs actuariels pour déterminer les coûts des événements de l'année de survenance que représentent les décaissements futurs. Les exigences des coûts de l'année de survenance sont ajustées à la hausse ou à la baisse de façon à amortir les nouveaux coûts et à tenir compte du résultat des placements des exercices antérieurs, en vue d'établir le montant net des cotisations demandées aux membres. Le montant net des cotisations est constaté à titre de produit de l'exercice.

Le produit des cotisations se répartit comme suit entre les régions :

	2021	2020
Ontario	306 643 \$	337 493 \$
Québec	19 882	24 265
Colombie-Britannique et Alberta	128 302	150 267
Saskatchewan, Manitoba, provinces de l'Atlantique et Territoires	48 760	56 074
Total des cotisations	503 587 \$	568 099 \$

En 2021, le Conseil de l'Association a approuvé l'application d'un crédit global net estimatif des cotisations de 200 millions \$ (crédit de 70 millions \$ pour le Québec, crédit de 40 millions \$ pour la Colombie-Britannique et l'Alberta, crédit de 75 millions \$ pour l'Ontario et crédit de 15 millions \$ pour la Saskatchewan, le Manitoba, les provinces de l'Atlantique et les Territoires) qui sera pris en compte dans le calcul des cotisations de 2022 qui doivent être recueillies au cours de l'année (crédit de cotisation, montant net, de 99,5 millions \$ en 2020). La direction prévoit utiliser ces crédits de cotisation pour réduire son actif net dans chacune des régions tarifaires au cours des années à venir.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

11. PRODUITS DES PLACEMENTS DU PORTEFEUILLE

Les produits des placements du portefeuille sont calculés à partir des sources suivantes :

	2021	2020
Produits des placements, évalués à la juste valeur		
Produits d'intérêts	64 411 \$	45 846 \$
Produits de dividendes	21 455	11 544
Gains nets réalisés ¹	324 356	309 665
Variation des gains non réalisés	(61 625)	(90 209)
Autres produits	13 154	13 987
Retenues d'impôts	–	14
	361 751	290 847
Produits des placements, évalués au coût amorti		
Produits d'intérêts	72 265	45 440
Produits de dividendes	4 580	3 066
Gains nets réalisés	83 232	15 778
Charges de dépréciation	(20 558)	(30 460)
Reprise de dépréciation	31 758	11 176
Autres produits	10 854	7 269
Retenues d'impôts	(2 976)	(1 734)
	179 155	50 535
Total des produits de placement du portefeuille	540 906 \$	341 382 \$

¹Déduction faite de certaines primes de rendement.

12. FRAIS LIÉS AUX PLACEMENTS

	2021	2020
Frais de gestion de placements ¹	77 854 \$	63 783 \$
Frais de gestion interne	5 355	4 603
Autres frais liés aux placements	16 215	25 558
	99 424 \$	93 944 \$

¹Comprend les primes de rendement connues et les intérêts reportés payés.

13. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que l'Association soit incapable de générer suffisamment de trésorerie pour s'acquitter de ses obligations dans les délais prévus. L'Association est exposée au risque de liquidité en raison de sa responsabilité de payer les appels de capital (voir la note 3) en temps opportun pour financer ses engagements de placement en cours, ainsi que des décaissements quotidiens à effectuer pour fournir une protection aux membres. Les créanciers et charges à payer ont des échéances contractuelles respectant les modalités commerciales habituelles de 30 jours, alors que la marge de crédit est payable sur demande. La provision pour réclamations futures n'a pas d'échéance contractuelle et le moment du règlement dépendra des résultats réels des réclamations à l'avenir.

La principale source de liquidité de l'Association est la perception des cotisations auprès des membres actifs. L'Association établit ses besoins de trésorerie au moyen de prévisions à court terme afin de déterminer si les revenus tirés des cotisations perçus lui permettront d'acquitter les décaissements prévus. En outre, l'Association réduit le risque de liquidité en détenant des actifs productifs de revenus et en limitant ses placements dans des catégories d'actifs non liquides.

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PROTECTION MÉDICALE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

13. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

L'Association gère ses besoins en flux de trésorerie de fonctionnement courants en utilisant les cotisations de l'année en cours de réception. Tout excédent de trésorerie est transféré aux investissements de portefeuille. Dans le cas où les entrées de trésorerie issues des cotisations ne suffisent pas à couvrir les sorties de trésorerie courantes, les fonds sont tirés de la marge de crédit ou des placements du portefeuille.

14. GESTION DE LA PROPRIÉTÉ

La gestion de la propriété pour l'exercice comprend des charges de 3,4 millions \$ (3,4 millions \$ en 2020), déduction nette de 2,7 millions \$ (2,9 millions \$ en 2020) au titre des produits de location reçus de parties non apparentées.

15. ÉVENTUALITÉS

L'Association peut être partie, de temps à autre, à des différends et à des poursuites dans le cours normal des affaires. La direction est d'avis que la responsabilité éventuelle découlant de ces questions, le cas échéant, n'aura aucune incidence importante sur les états financiers consolidés.

16. IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que l'épidémie de COVID-19 avait atteint des proportions pandémiques. Cette pandémie a fortement perturbé les milieux financiers, boursiers et sociaux.

Au moment de l'approbation des présents états financiers, l'Association avait recensé les indicateurs suivants des conséquences financières et entrepris les activités suivantes par rapport à la pandémie de COVID-19 :

- réalisation d'importantes économies dues à la suspension de tous les déplacements d'affaires pendant la pandémie;
- transition vers des modalités de travail à distance pour tout son personnel.

La durée et l'ampleur ultimes de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités et la situation financière de l'Association ne sont pas connues pour le moment. Ces répercussions pourraient comprendre une diminution des flux de trésorerie futurs et des fluctuations de la valeur de l'actif et du passif. Pour le moment, il n'est pas possible d'établir une estimation de l'incidence financière de la pandémie.

17. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

En février 2022, les forces russes ont envahi l'Ukraine, entraînant un conflit armé et des sanctions économiques contre la Russie. La volatilité des prix, les restrictions sur le commerce, y compris la possibilité d'un arrêt prolongé des opérations sur le marché russe, et le risque général de défaillance lié aux titres russes peuvent avoir une incidence négative sur le rendement financier de certains placements de l'Association. Le conflit peut également avoir des répercussions négatives sur d'autres marchés économiques régionaux et mondiaux, y compris, sans s'y limiter, les entreprises, les industries, les marchés de valeurs mobilières et les produits de base dans divers marchés et secteurs. La durée et l'ampleur ultimes de l'impact du conflit sur la situation financière de l'Association ne sont pas entièrement connues pour le moment. Ces répercussions pourraient avoir une incidence sur la valeur des actifs et des passifs, ainsi que sur la dépréciation potentielle de certains placements détenus. L'Association continue de surveiller son portefeuille de placements et estime que la situation pourrait entraîner un impact potentiel maximal de 49 millions de dollars en dépréciations d'investissements étrangers.

18. DONNÉES COMPARATIVES

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.